



LE HAMAS A MENÉ UNE CAMPAGNE MEURTRIÈRE ALORS QUE GAZA ÉTAIT RAVAGÉE PAR LA GUERRE

12 février 2009

Des hommes armés du Hamas ont tué au moins une vingtaine de personnes depuis la fin du mois de décembre de l'année dernière. Au cours de la même période, des dizaines d'autres personnes ont reçu des balles dans les jambes, subi des passages à tabac causant des fractures multiples et d'autres blessures, ou été soumises à d'autres formes de torture et de mauvais traitements, selon les éléments de preuve fournis à Amnesty International.

Le Hamas a mené sa campagne meurtrière pendant et après l'offensive militaire israélienne, qui a duré trois semaines et qui a tué quelque 1 300 Palestiniens, des civils pour la plupart. Cette campagne a commencé peu après le début de l'offensive militaire israélienne contre la bande de Gaza, fin décembre 2008, et elle s'est poursuivie après la mise en place le 18 janvier 2009 d'un cessez-le-feu.

Elle a pris pour cible notamment d'anciens détenus accusés de « *collaboration* » avec l'armée israélienne qui se sont échappés de la prison centrale de Gaza après son bombardement par les forces israéliennes le 28 décembre 2008. Ont également été visés d'anciens membres des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne et des militants du Fatah.

La plupart des victimes ont été enlevées chez elles et elles ont ensuite été abandonnées, mortes ou blessées, dans des endroits isolés, ou retrouvées à la morgue de l'un des hôpitaux de Gaza. Certaines ont été abattues à l'hôpital alors qu'elles y étaient soignées pour des blessures subies lors du bombardement par Israël de la prison centrale de Gaza.

Les auteurs de ces attaques n'ont pas caché leurs armes ni tenté d'agir discrètement. Ils avaient au contraire une attitude nonchalante et confiante, agissant de manière presque ostentatoire.

Une équipe de chercheurs d'Amnesty International s'est rendue à Gaza pendant deux semaines en janvier et elle a réuni des preuves sur des atteintes aux droits humains commises dans le contexte du conflit dans la bande de Gaza et dans le sud d'Israël. Amnesty International a notamment enquêté sur des cas tels que celui de l'homicide délibéré de trois frères de la famille Abu Ashbiyeh – Atef, Mohammed et Mahmoud – de Jabalia, ville située dans le nord de la bande de Gaza.

Ils ont tous les trois été tués dans les vingt-quatre heures qui ont suivi leur évasion de la prison centrale de Gaza. Mahmoud, qui était âgé de vingt-quatre ans, a rejoint le domicile familial dans le milieu de l'après-midi du 28 décembre. Une heure plus tard, des hommes armés sont arrivés et l'ont emmené. Son corps a été retrouvé plusieurs heures après à la morgue de l'hôpital Kamal Adwan à Beit Lahiya (dans le nord de la bande de Gaza). Il présentait des blessures à l'abdomen et à la tête.

Le lendemain, les corps de ses deux frères – Mohammed, vingt-six ans, et Atef, trente-neuf ans – ont été retrouvés à la morgue de l'hôpital Al Shifa de la ville de Gaza. Ils présentaient tous les deux des blessures par balle à la tête, à la poitrine et à l'abdomen.

Les trois frères étaient incarcérés depuis mars 2008 et accusés de « *collaboration* » avec l'armée israélienne. Ils avaient dans un premier temps été incarcérés dans le tristement célèbre centre de détention Al Mashtal, dirigé par la Force de sécurité intérieure (et autrefois par les Brigades Ezzedine al Qassam, branche armée du Hamas) et situé au nord de la ville de Gaza.

Outre ceux qui étaient accusés de « *collaboration* » avec l'armée israélienne, d'autres détenus de la prison centrale de Gaza ont été retrouvés morts avec des blessures par balle plusieurs heures après le bombardement de la prison par les forces israéliennes, et leur évasion. Parmi eux figure Nasser Mohammed Mhanna, un homme de trente-quatre ans père de six enfants qui était l'un des commandants des Brigades des martyrs d'Al Aqsa, branche armée du Fatah.

Nasser Mohammed Mhanna était incarcéré depuis août 2008. Il purgeait une peine de deux ans d'emprisonnement car il avait été accusé d'avoir participé à la tentative d'assassinat contre Ismaïl Haniyeh, le Premier ministre du Hamas déposé. Dans l'après-midi du 28 décembre 2008, son corps a été retrouvé rue Al Nafaq, dans la banlieue de la ville de Gaza. On lui avait tiré une balle à faible distance dans la tête et dans l'œil.

Il ne fait aucun doute que les personnes mentionnées ci-dessus ainsi que de nombreuses autres victimes ont été enlevées, tuées, abattues ou torturées par les forces et les milices du Hamas, car ce sont les seules à pouvoir opérer avec une telle liberté dans toute la bande de Gaza.

« Le Hamas doit mettre fin à la campagne d'enlèvements, d'homicides délibérés et illégaux, d'actes de torture et de menaces de mort que ses forces et ses milices mènent depuis fin décembre 2008, a déclaré Donatella Rovera, chercheuse d'Amnesty International sur Israël et les territoires palestiniens occupés, revenue de Gaza la semaine dernière.

« Il doit accepter la création d'une commission nationale d'experts indépendante, impartiale et non-partisane chargée d'enquêter sur les atteintes aux droits humains commises par ses forces et ses milices ainsi que par tout autre partie depuis décembre 2008, et s'engager à coopérer avec cette commission et à lui permettre d'accomplir son travail. »